



Rapport
d'activités 2008

3 | Histoire et Mémoire

- 3 Relations extérieures
- 4 Numérisation et bases de données
- 5 Publications
- 6 Partenariats
- 7 Centre d'archives socialistes (CAS)
- 8 Prix de la Fondation Jean-Jaurès
- 9 Colloques et débats publics

11 | International

- 11 Pays stratégiques
- 14 Interventions régionales
- 19 Solidarités - Ingénierie démocratique
- 24 Union européenne
- 26 Projets « communs » inter-secteurs
- 27 Relations extérieures

29 | Etudes et Recherches

- 29 Publications
- 36 Manifestations

45 | Communication

- 45 Diffusion
- 50 Relations extérieures

Histoire et Mémoire

■ Relations extérieures

Objectifs

Rencontres diverses avec des acteurs de la recherche en histoire politique et des archives, sur le développement des activités du secteur Histoire-Mémoire et du Centre d'archives socialistes.

Déroulement

Chercheurs et autres centres de conservation

Rencontres organisées avec des spécialistes de l'histoire de la gauche, et des confrères membres d'établissements proches du CAS. Ces discussions ont permis de présenter de nouvelles propositions d'actions : édition, valorisation des

archives, nouveaux partenariats avec les chercheurs.

Institutions pour le patrimoine audiovisuel

Autres rencontres avec des représentants du Centre national de la cinématographie, de l'Institut national de l'audiovisuel, et de la Bibliothèque nationale de France (département Audiovisuel), pour des projets communs sur les archives film, son et vidéo du mouvement socialiste : plan de numérisation des documents audiovisuels déposés au CAS, conception d'un catalogue général de films socialistes conservés par différentes institutions, édition de DVD pédagogiques, etc.

Histoire et Mémoire

■ Numérisation et bases de données

Objectifs

Grâce au soutien constant du ministère de la Culture, la Fondation a lancé en 2001 un plan de numérisation sur plusieurs années, concernant les documents d'archives du mouvement socialiste français dont elle assure la conservation et la mise en valeur.

Déroulement

Phase de relecture et d'indexation des fichiers numérisés des débats de congrès, conventions nationales et comités directeurs du Parti socialiste de 1981 à nos jours (17 000 pages au total en 69 volumes reliés), et création d'une base de données en ligne sur le site Internet de la Fondation Jean-Jaurès, reprenant l'ensemble des documents de congrès déjà numérisés en 2002 et 2003, et les numéros de journaux internes se rapportant aux manifestations, extraits des collections numérisées du *Poing et la Rose*, (1972-1992) et du *Poing et la Rose supplément Responsables*, (1979-1993). Consultable gratuitement, ce nouvel instrument de recherche sera mis en ligne en novembre 2008.

Lancement du projet de numérisation et d'indexation des débats des organismes centraux de la SFIO et du Nouveau parti socialiste, de 1939 à 1971 (congrès, conseils nationaux, journées

d'études, conférences, comités directeurs - environ 50 000 pages de débats). 30 % de ces documents (période 1939-1955) ont été traités en 2008 et sont en cours d'achèvement. La réalisation de ce projet est prévue sur trois ans.

Depuis 2006 la base de données de l'hebdomadaire *L'Unité*, conçue par OUROUK, est disponible en ligne sur le site Internet de la Fondation. Elle a subi en 2007 et 2008 un contrôle qualité rigoureux. Fréquemment utilisée par les chercheurs, cette base de données devient progressivement un outil de référence. Son achèvement est prévu en décembre 2008.

La Fondation s'est associée en 2005 à l'historien Gilles Morin pour mettre en ligne la base de données qu'il a constituée sur les élus et cadres socialistes de 1905 à nos jours. A l'origine conçue sous le logiciel Filemaker, cette base est actuellement transférée dans un nouveau modèle développé en PHP Mysql, avec création de nouvelles interfaces pour l'enrichissement et les mises à jours de la base, et création de formulaires de saisie et de listes de référence. Un important travail de relecture et de normalisation des contenus est effectué par Gilles Morin. La mise en ligne de cette nouvelle base de données est prévue en 2009.

Histoire et Mémoire

■ Publications

Objectifs

Edition d'écrits ou discours de grandes figures de l'histoire du socialisme, et publication de réflexions historiques contemporaines (travaux de chercheurs, actes de rencontres ou de colloques).

Déroulement

Collection *Des poings et des roses*

La Fondation et l'Office universitaire de recherche socialiste ont lancé en 2006 une collection de livres d'histoire du socialisme, publiée aux éditions L'Harmattan, pour la publication de documents d'archives illustrant l'histoire des socialistes (mémoires ou journaux de militants, de dirigeants ou d'élus socialistes, textes et discours fondateurs, etc.), des travaux inédits de chercheurs, dont le mémoire lauréat du Prix de la Fondation, des actes de colloques ou de journées d'études sur l'histoire de la gauche.

Deux ouvrages publiés en 2008 dans cette collection :



- Gilles Morin et Gilles Richard (dir.), *Les deux France du Front populaire*, 410 p. : reprend les interventions du colloque « Front populaire, chocs et contre chocs » (Paris, 4-6 décembre 2006), organisé avec le soutien de la Fondation Jean-Jaurès.



- Claire Marynowier, *Joseph Begarra, un socialiste oranais dans la guerre d'Algérie*, 242 p. : publication du mémoire lauréat en 2007 du Prix de la Fondation - préface de l'historienne Raphaëlle Branche, spécialiste de la guerre d'Algérie.

Les Essais

Gilles Candar, *Jaurès et le patronat, le faux et le vrai*, 32 p. : réédition dans son intégralité d'un article de Jean Jaurès, « Les misères du patronat » (paru en mai 1890), avec l'analyse de l'historien Gilles Candar sur les différentes interprétations et manipulations de cet article depuis plus d'un siècle.

Histoire et Mémoire

■ Partenariats

La Fondation est membre fondateur du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (CODHOS), auquel elle participe activement. Ce collectif a pour but « *de réaliser des instruments documentaires et des outils informatiques concernant le mouvement ouvrier et social, à partir des fonds détenus par chaque organisme adhérent à l'association. Ces réalisations doivent faciliter les recherches des étudiants et des chercheurs* ».

Déroulement

Exposition « Le monde ouvrier s'affiche »

Montée et présentée par le CODHOS à Paris : au siège national du Parti communiste (13 mai-31 juillet), à la galerie Beckel-Odille-Boïcos (11-14 septembre), à l'espace Belleville de la CFDT (16-24 septembre). Exposition composée d'une centaine de documents couvrant tous les genres de l'affiche syndicale et politique au cours du XX^e siècle, et regroupés en différents thèmes. Le CAS a prêté dix affiches du Parti socialiste.

Livre-album *Le monde ouvrier s'affiche. Un siècle de combat social*

Publié par le CODHOS aux Éditions Nouveau monde. Retraces les grandes étapes d'un siècle d'affiche ouvrière : lecture thématique par des historiens spécialistes de la propagande, avec les représentations respectives des syndicats et des partis politiques du monde ouvrier - rencontres

avec des acteurs politiques sur l'usage de telles affiches aujourd'hui - guide des fonds d'affiches conservés par les membres du Collectif. Ouvrage largement illustré de visuels provenant de centres d'archives membres du CODHOS. Co-financé par la Fondation Jean-Jaurès.

Site Internet <http://www.mai-68.fr>

Recensement systématique par le CODHOS des publications et manifestations de toutes sortes (à Paris et en région) qui ont marqué le 40^e anniversaire de Mai 68 : conférences, débats, colloques, séminaires, manifestations culturelles, liens vers des publications en ligne, ouvrages et articles scientifiques consacrés aux années 68, articles de presse et émissions de télévision ou de radio. Avec une chronologie des événements de mai et juin 1968, une exposition virtuelle de photographies et d'autres documents d'époque, une rubrique sur les sources d'archives et documentaires conservées par les membres du CODHOS sur Mai 68.

Journée d'études « 1968-2008, retour aux sources »

Organisée par le CODHOS le 19 juin 2008 : état et diversité des sources disponibles pour la recherche sur Mai 68 (sources institutionnelles et militantes, locales et nationales, papier, audiovisuelles et orales, affiches, tracts, feuilles, rapports divers).

Histoire et Mémoire

■ Centre d'archives socialistes

Objectifs

Le Centre d'archives socialistes (CAS) œuvre à la collecte et au traitement des archives contemporaines de la direction nationale du Parti socialiste (documents postérieurs à 1971), de plusieurs fonds privés de militants et de responsables socialistes, et de fonds iconographiques (photos, affiches, tracts). Il prend également en charge depuis 2001 la conservation des archives du Mouvement des jeunes socialistes (MJS).

Déroulement

Equipement et locaux

Réalisation et installation en 2008 de nouveaux rayonnages pour l'accroissement du volume de livres et de fonds spécifiques.

Dépliant de communication

Diffusé lors des Rendez-vous de l'histoire de Blois, il sera distribué à l'occasion de colloques et pour la relance du Prix de la Fondation.

Cartes postales

Edition de 18 cartes postales, conçues par la Fondation à partir des reproductions numériques d'affiches du PS (années 1970-1990). Vendues à 1 euro pièce.

Relations avec le service Documentation du Parti socialiste

Multiplis rencontres avec le nouveau responsable du service Documentation du PS, afin d'éviter la dispersion/destruction des documents présents rue de Solférino.

Collecte d'archives

Quatre fonds privés collectés en 2008 : fonds Paul Legatte (1916-2002), membre du Conseil constitutionnel et du Conseil supérieur de la magistrature, ancien Médiateur de la République, proche collaborateur de Pierre Mendès France puis de François Mitterrand - archives sur Léon Blum et Louis Lévy (1895-1952) - fonds Gérard Fuchs : ancien secrétaire national aux Relations internationales du PS, et ancien membre du courant de Michel Rocard, dossiers sur l'autogestion et l'eurocommunisme et le courant rocardien à la fédération de Paris (années 1970).

Inventaires

Fonds du premier secrétariat, période Lionel Jospin 1981-1988 (529 dossiers après classement) ; photothèque de la rédaction de L'Unité, années 1970-1980 : 25 000 photos d'agences triées par grands dossiers thématiques, dont 3100 sur le Parti socialiste.

Consultation des archives

223 séances de consultation (janvier-octobre 2008), sur des archives du Parti socialiste, de l'ISER, du MJS, et des fonds privés.

Commande de documents iconographiques et audiovisuels

Reproductions d'affiches et de documents sonores, pour des publications, des documentaires ou des reportages : Musée d'histoire de Nantes pour une exposition, sociétés de production de films et téléfilms de fiction, hebdomadaire *Le Monde 2*, éditeurs d'ouvrages scolaires, France Culture pour des reportages sur les congrès socialistes.

Histoire et Mémoire

■ Prix de la Fondation Jean-Jaurès

Objectifs

L'un des buts de la Fondation Jean-Jaurès est de valoriser la mémoire du mouvement ouvrier et de diffuser l'histoire de la pensée socialiste. Ainsi elle décerne chaque année un prix récompensant un travail universitaire sur l'histoire du mouvement socialiste, et qui permet de mettre en valeur les travaux de jeunes chercheurs en histoire contemporaine, en sciences sociales et en science politique, et propose une meilleure connaissance de l'histoire, l'organisation, l'implantation sociale et les débats d'idées des différents mouvements ouvriers et socialistes depuis le XIX^e siècle, tant en France qu'à l'étranger.

Déroulement

Le Prix de la Fondation est décerné par un comité de lecture composé d'universitaires et présidé par Alain Bergounioux, historien, secrétaire national aux Etudes du Parti socialiste et président de l'OURS. Le/la lauréat(e) reçoit une récompense de 1 000 euros, et son travail est publié dans la collection *Des poings et des roses* aux éditions L'Harmattan.

La remise officielle du Prix 2007 a eu lieu à la Fondation Jean-Jaurès le 6 février 2008, en présence de Pierre Mauroy, président de la Fondation, d'Alain Bergounioux et des membres du comité de lecture, et de la lauréate Claire Marynower, aujourd'hui agrégée d'histoire et doctorante à Sciences Po Paris. Son mémoire, « Joseph Begarra : un socialiste dans la guerre d'Algérie (1954-1962) » (master recherche mention Histoire et théorie du politique, spécialité histoire, sous la direction de Marc Lazar), est la biographie politique du responsable de la SFIO à Oran à une période-clé de l'histoire des socialistes français, qui gouvernaient alors avec Guy Mollet. Cette biographie revient en particulier sur les combats de Begarra en faveur d'une Algérie, certes française, mais démocratique et débarrassée des inégalités sociales et

entre communautés. Membre de la direction nationale de la SFIO et émissaire secret de Guy Mollet auprès du FLN, Joseph Begarra fut pourtant impuissant face aux crises graves qui minèrent la SFIO en Algérie, et face à la guerre elle-même ; pris pour cible par l'OAS qui multiplia les attentats à Oran, il quitta définitivement l'Algérie en 1962 pour s'installer en région parisienne.

Le mémoire de Claire Marynower sera publié en novembre 2008 dans la collection « Des poings et des roses » - éditée par la Fondation Jean-Jaurès et l'Office universitaire de recherche socialiste aux éditions L'Harmattan -, sous le titre *Joseph Begarra, un socialiste oranais dans la guerre d'Algérie*. Une présentation vidéo de l'ouvrage par l'auteur sera mise en ligne sur le site Internet de la Fondation.

Prix 2008

L'information a été relancée auprès des universités, instituts d'études politiques et centres de recherches spécialisés, bibliothèques et centres d'archives, et les fédérations du Parti socialiste : une affiche mentionnant les modalités de candidatures et une plaquette d'information sur les activités du Centre d'archives socialistes, leur ont été envoyées. Quinze mémoires se sont portés candidats au Prix 2008 à la mi-octobre ; le 12 décembre 2008, le comité de lecture a attribué le Prix à Matthieu Tracol pour son mémoire de master II intitulé *Changer le travail pour changer la vie ? Genèse des lois Auroux 1981-1982*, soutenu en 2008 à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne sous la direction d'Olivier Wieviorka. Ce travail extrêmement solide, précis, rigoureux, écrit avec clarté et une compréhension très fine des enjeux a fait l'unanimité du jury. Il revient précisément, grâce à l'étude de sources variées et de nombreux entretiens avec différents acteurs sur les conditions d'élaboration, le rôle des différents centres du pouvoir, les jeux d'influence des personnalités et des groupes de pression qui ont présidé à l'élaboration de ces lois.

Histoire et Mémoire

■ Colloques et débats publics

Objectifs

La Fondation soutient et co-organise des colloques ou des rencontres sur l'histoire du socialisme.

Déroulement

Rendez-vous de l'histoire de Blois 10 octobre 2008

La Fondation a co-organisé avec l'OURS la table ronde « Travaillistes britanniques et socialistes français face à la construction européenne », dont les intervenants étaient Sir Stuart Bell, député travailliste britannique, président de la commission des finances à la Chambre des Communes et membre du gouvernement de Gordon Brown, et Bernard Poignant, maire socialiste de Quimper et président de la délégation socialiste française au Parlement européen. Cette rencontre a été animée par Alain Bergounioux, président de l'Office universitaire de recherche socialiste, et a rassemblé un public de 200 personnes. Ce débat a été filmé et mis en ligne par la Fondation sur son site Internet.

Rencontre *L'Unité*, de l'hebdomadaire à la base de données

A l'occasion du lancement officiel de la base de données consacrée à l'hebdomadaire *L'Unité*, une rencontre a été organisée le 15 décembre 2008 à la Fondation Jean-Jaurès, confrontant témoins, historiens et gestionnaires de l'information. Cette rencontre a été intégrée au programme du séminaire « Socialisme » 2008-2009, organisé par la Fondation Jean-Jaurès, l'Office universitaire de recherche socialiste et le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (université Paris I Panthéon-Sorbonne) qui a pour thème « Les socialistes et la communication, XX^e-XXI^e siècles ». Il poursuit les réflexions conduites en 2005 par des historiens sur la propagande et la communication, de la presse à

Internet : comment les socialistes ont-ils utilisé depuis un siècle les différents supports de communication pour diffuser leurs messages et discours politiques (presse nationale et locale, revues, radio et télévision, Internet) ?

Fin 2008, l'intégralité des 672 numéros de *L'Unité* – soit environ 30 000 articles parus de janvier 1972 à décembre 1986 – est numérisée et librement consultable sur le site Internet de la Fondation Jean-Jaurès, via une base de données en ligne créée spécialement par la société Ourouk. Cet exceptionnel outil de recherche mis à disposition des citoyens et des historiens du socialisme a donné l'occasion de revenir sur l'histoire de cet hebdomadaire, avec la participation de membres de sa rédaction. *L'Unité* a accompagné la montée en puissance du PS dans les années 1970, mais il a dû aussi s'adapter à ses lecteurs, dans une formation où s'expriment différents courants, comme aux logiques économiques, et subir les évolutions politiques. Les intervenants ont été invités à réagir à quelques questions : avant 1981, *L'Unité* est-il un hebdomadaire socialiste ? L'hebdomadaire du Parti socialiste ? Ou l'hebdomadaire du courant majoritaire autour de François Mitterrand ? Après 1981, reste-t-il l'hebdomadaire du PS, ou celui du gouvernement ? Le dialogue entre les acteurs de cette entreprise de presse et des historiens de la presse et du mouvement socialiste a permis de mieux connaître *L'Unité*, son fonctionnement, ses équipes, sa ligne éditoriale, son rapport au Parti socialiste, et à le resituer dans le contexte plus général des difficultés de la presse politique nationale.

Interventions :

Présentation, Thierry Mérel (Fondation Jean-Jaurès)

***L'Unité*, un hebdomadaire au cœur du Parti socialiste (1972-1986)**, Pierre Simon (Université Michel de Montaigne-Bordeaux III)

Histoire et Mémoire

■ Colloques et débats publics

L'Unité, un hebdomadaire au sein de la presse, Patrick Eveno (Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

Témoignages des membres de la rédaction de *L'Unité* : Claude Estier, Nicole Chaillot, Jean-Marie Borzeix et Carlos Ferrari López

L'Unité sur Internet, une nouvelle existence, Pierre Brouste et Sophie Philippet (société Ourouk)

Conclusion, Frédéric Cépède (Office universitaire de recherche socialiste).

La majorité des interventions seront mises en ligne en 2009 sur le site Internet de la Fondation Jean-Jaurès, téléchargeables sur la page d'accès à la base de données. La numérisation de l'hebdomadaire et la création de cette base de données a reçu le soutien du ministère de la Culture et de la Communication.

Préparation du colloque « Qu'est devenue l'histoire du socialisme ? Hommage à Madeleine Rebérioux », Paris, 5-6 février 2009

Ce colloque, co-organisé avec la Société d'études jaurésiennes, se déroulera les 5 et 6 février 2009 à l'Assemblée nationale. En 2008 se sont déroulées plusieurs réunions préparatoires, et en décembre 2008 ont été diffusées près de 2500 invitations.

Argumentaire du colloque : « Parmi tous les champs traversés par les travaux de Madeleine Rebérioux, l'histoire du socialisme français et international fut sans doute privilégiée, non seulement parce qu'elle fut la grande historienne de Jean Jaurès, mais aussi parce qu'elle proposa du socialisme démocratique à la française une lecture désenclavée et pluraliste. Elle ne fit pas de celui-ci un monde à part, réservé à quelques connaisseurs.

Elle l'intégra dans l'univers culturel, politique et social propre à la III^e République dont elle fut une experte, notamment pour sa part flamboyante de l'avant 14 et interpella ainsi toutes les historiographies de la période. L'objet de ce colloque vise à restituer cette partie principale de l'œuvre de Madeleine Rebérioux dans un contexte historiographique et politique large, couvrant les années 1960-2000. Il s'agira non seulement de se consacrer à une discussion critique de ses approches, d'en viser les renouvellements auxquels elles donnèrent naissance, les héritages dont elles tirèrent profit comme des limites auxquelles elles se heurtèrent mais aussi de mettre en relation ses travaux de avec son itinéraire intellectuel et politique comme avec l'histoire politique et culturelle de son temps. Il s'agira aussi beaucoup d'apprécier les prolongements auxquels les travaux de Madeleine Rebérioux ont pu ou non donner lieu, en mettant ensemble trois générations d'historiens (la sienne, celle de ses élèves et celle des élèves de ses élèves). Ce colloque tentera ainsi d'établir une manière de bilan historiographique de l'histoire du socialisme démocratique dans les quarante dernières années avec une perspective internationale et comparée. »

Cette manifestation durera deux journées, organisées autour de six table-rondes :

- « Socialisme et internationalisme »,
- « Socialisme, femmes, féminisme »,
- « Socialisme et travail »,
- « Socialisme et culture »,
- « Socialisme et démocratie »,
- « Socialisme, religion et laïcité ».

Chaque discussion sera ouverte par l'auteur du rapport introductif, et s'articulera autour de ce texte original. Une partie des rapports seront ensuite publiés par la Fondation dans la collection des *Notes*.

International

■ Pays stratégiques

BRÉSIL

• **19 et 20 mars 2009** : Séminaire « Discrimination, intégration ». En partenariat avec la Fondation Perseu Abramo et le Parti des travailleurs brésiliens, la Fondation Jean-Jaurès a organisé les 19 et 20 mars 2009 (sur le budget 2008) à São Paulo (Brésil) un séminaire intitulé « Discrimination, intégration : Brésil-France, expériences croisées », qui s'est attaché à débattre de deux réalités sociales et historiques différentes mais confrontées au même problème, celui d'apporter une réponse au défi de la discrimination raciale et sociale inacceptable en démocratie. La Fondation Jean-Jaurès a permis ainsi un fructueux dialogue entre plusieurs personnalités brésiliennes – notamment Edson Santos, ministre-chef du Secrétariat spécial de promotion de l'égalité raciale, ainsi que des acteurs renommés de la lutte contre le racisme au Brésil – et françaises – George Pau-Langevin, députée de Paris et vice-présidente du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Jacques Kourliandsky, chercheur à l'IRIS et délégué national « Amérique latine » au PS, et Loubna Méliane, co-fondatrice de l'association « Ni putes ni soumises », ancienne vice-présidente de SOS Racisme et déléguée nationale « Lutte contre les discriminations » au PS.

INDE

Ce pays fait partie de ceux qui dans les années à venir vont être stratégiquement prioritaires. La Fondation part d'une expérience triennale intéressante de formation citoyenne locale avec le Schumacher Center. Elle va désormais s'orienter avec lui – mais surtout avec l'ADS (Association pour le socialisme démocratique) – vers une coopération pérenne privilégiant une réflexion commune sur des approches thématiques de la voie social-démocrate.

2008 aura été la première année durant laquelle s'est engagée une coopération destinée à se pour-

suivre entre la Fondation et ce nouveau « think tank » indien. « L'association pour le socialisme démocratique » s'est créée récemment avec des intellectuels, des parlementaires de plusieurs partis nationaux et représentés au niveau des Etats, ainsi que des syndicalistes, des responsables d'ONG. Elle a vocation à stimuler intellectuellement les débats sur la place et le rôle d'une « social-démocratie » en Inde aujourd'hui. Elle veut s'affirmer comme un outil de réflexion idéologique mais aussi comme un lieu d'échanges et d'expériences de terrain au travers de colloques, de formations et de publications. Elle a aussi une forte vocation internationale et recherche des réflexions communes avec l'UE.

• **19 juin 2008** : Organisation de deux réunions de travail à Paris avec une délégation d'élus et de responsables d'ONG à la Fondation et au Parti socialiste (Maurice Braud, Philippe Humbert, Gérard Fuchs, Thierry Aube, Anne-Catherine Franck) ;

• **18 et 19 septembre 2008** : Tenue à New Delhi d'un colloque co-organisé par le think tank « ADS » et la Fondation sur « les voies social-démocrates dans la mondialisation » regroupant de nombreux experts, des représentants d'ONG, des élus. Dans ce cadre, Gérard Fuchs a fait le rapport introductif sur l'analyse que la social-démocratie européenne faisait de la crise et rappelé les propositions que les partis européens pouvaient proposer dans ce contexte. Gérard Fuchs a par ailleurs préparé pour 2009 la collaboration future avec l'ADS qui se poursuivra déjà par un séminaire de formation politique pour de jeunes leaders.

• **6 et 7 décembre 2008** : Séminaire avec l'ADS à l'intention de jeunes leaders politiques et syndicaux à Bangalore. Ce séminaire a fait suite à la conférence sur la « mondialisation » organisée conjointement par la Fondation et l'ADS en septembre à Delhi. Les initiateurs de l'ADS ont le sentiment que les partis sont en manque de repères et ne font pas participer leurs

International

■ Pays stratégiques

jeunes. C'est pourquoi l'ADS a pris l'initiative avec des responsables politiques de l'Etat de Karnataka de réunir une quarantaine de jeunes responsables politiques et syndicaux pendant deux jours.

Le séminaire était organisé autour des interventions de responsables ou d'universitaires indiens et des deux intervenants de la Fondation (Anne-Catherine Franck, Rémi Bazillier, ancien responsable du MJS, et Philippe Humbert, économiste), suivies de débats avec les jeunes responsables de plusieurs Etats avoisinants, en s'appuyant également sur une approche méthodologique apportée par le Dr Giri, responsable du séminaire, et bien appropriée à la situation locale.

RUSSIE

La Fondation y est présente depuis de nombreuses années mais peine à coopérer durablement avec des partenaires stables, en raison d'une situation politique générale – ou plus « conjoncturelle » avec le conflit géorgien en 2008 – guère propice à la diversification des débats et aux échanges approfondis. C'est pourquoi elle s'est, cette année, davantage attachée à participer à des missions d'exploration et à préparer – en France – une rencontre sur la situation politique du pays.

- **18 juin 2008** : Rencontre avec une délégation du parti Russie Juste, à la Fondation (avec Michel Thauvin, Michèle Kahn et Anne-Catherine Franck) ;
- **Du 24 au 27 juin 2008** : Participation de Michèle Kahn, pour la Fondation, à une mission d'une délégation du Parti socialiste européen à Moscou : rencontres avec des partis politiques, des ONG et des représentants de la société civile.

CHINE

Les échanges entre la Fondation et la Chine se sont maintenus, avec d'une part la participation de la Fondation au Forum des ONG, à Pékin, et d'autre part la poursuite du partenariat avec le département international du Parti communiste chinois.

- La Fondation a été invitée à s'associer au Forum des ONG qui s'est tenu à Pékin les **11 et 12 octobre**. Clément Abélamine, enseignant-chercheur en relations internationales et auteur de plusieurs publications de la Fondation, a représenté la Fondation avec sa participation à une table ronde sur le thème « Paix et sécurité ».

Par ailleurs, le programme d'échanges réguliers entre la Fondation (départements « Coopération internationale » et « Etudes et Recherches ») et le département international du Parti communiste chinois s'est poursuivi avec deux manifestations.

- **Le 14 avril**, à l'occasion de la venue en France d'une délégation du PCC, un séminaire de travail sur l'intégration européenne s'est tenu à la Fondation, sous la présidence de Henri Nallet, ancien ministre, vice-président de la Fondation, et a réuni plusieurs personnalités politiques (Maurice Braud, directeur du département International du PS ; Louis Gautier, délégué national du PS chargé des Questions stratégiques ; Monique Saliou, déléguée nationale du PS chargée des relations bilatérales avec les pays de l'Union européenne ; Alain Bergounioux, secrétaire national du PS chargé des Études) qui ont évoqué l'Union européenne comme laboratoire et outil du monde multi-polaire, cohérent et coordonné que les sociaux-démocrates français et européens appellent de leurs vœux.

International

■ Pays stratégiques

- **Du 8 au 14 septembre**, une délégation de la Fondation s'est rendue en Chine pour une semaine de rencontres et de travail dans la province du Liaoning et à Pékin. Conduite par Jean Le Garrec, ancien ministre, la délégation était composée de Roselyne Lefrançois, députée européenne et adjointe au maire de Rennes, Yves Krattinger, sénateur et président du Conseil général de la Haute-Saône, Pierre Bauby, professeur des universités, et Hélène Vézier, chargée de mission à la Fondation. La délégation a été reçue par diverses personnalités, notamment M. Zhang Zhijun, chef adjoint du département international du comité central du PCC, et participé à un séminaire de travail réunissant chercheurs et politiques autour du thème des services publics.

International

■ Interventions régionales

FORUMS POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

Forum politique en Argentine

• **Les 29 et 30 septembre 2008**, à Buenos Aires (Argentine) : premier « Forum politique » du réseau des fondations latino-américaines (CEPES – Argentine ; Fondation Chile21 – Chili ; Fondation Liber Seregni – Uruguay ; Fondation Perseu Abramo – Brésil), associant également la Fondation Friedrich Ebert et la Fondation Jean-Jaurès, sur le thème « Les gouvernements progressistes en Amérique Latine : entre le conflit et le consensus ».

L'objectif était d'analyser la situation, inédite dans la région, d'une gauche, dans ses diverses traditions, au gouvernement dans huit pays de la région et d'établir un bilan pour faire avancer une intégration régionale soucieuse non seulement des questions économiques mais aussi de cohésion sociale et de coopération politique, afin de renforcer le rôle de l'Amérique du Sud comme un bloc solide dans la scène internationale. La contribution de la Fondation Jean-Jaurès, représentée par Susana Delbó et par Renée Fregosi, membre de la Commission internationale du Parti socialiste « Intégrations régionales en Amérique latine », maître de conférences en science politique à l'IHEAL (Institut des Hautes études de l'Amérique latine), a été de redire la nécessité de profiter de cette situation inédite pour progresser vers une plus grande intégration régionale, à la lumière de ce qu'il (ne) s'est (pas) passé en Europe dans les années où la majorité des pays de l'Union étaient gouvernés par des sociaux-démocrates, années perçues aujourd'hui avec une certaine frustration.

III^{ème} Forum du progressisme au Chili

• **Les 13 et 14 novembre 2008**, à Santiago du Chili : III^{ème} Forum annuel du progressisme « Démocratie, développement et inclusion sociale – pour un consensus innovateur » avec le réseau des fondations progressistes latino-américaines.

Sur fond de crise financière globale, cette rencontre a eu pour objectif principal de donner une impulsion décisive aux efforts d'intégration régionale. Au-delà de l'éventuelle mise en place d'une nouvelle architecture financière mondiale, il fallait réfléchir à l'impératif d'élaborer une vision économique partagée de long terme, basée sur des institutions plus solides. Le Mercosur, la Communauté Andine des Nations au plan économique ainsi que l'UNASUR au plan politique doivent être les moteurs de cette intégration à un moment où la région pourrait, enfin, occuper la place qui lui revient dans le concert mondial. Les intervenants à ce grand colloque, à commencer par la Présidente de la République du Chili, Michèle Bachelet, qui a inauguré les travaux, ont fait des analyses partagées de la situation : l'Amérique du Sud bénéficie d'un système démocratique de plus en plus consolidé, avec des gouvernements progressistes dans la plupart des pays, accompagné par un cycle de croissance inédit dans la dernière décennie, mais elle souffre encore des inégalités persistantes, de la faiblesse des institutions et notamment des partis politiques, des conflits sociaux qui en découlent, et peine à trouver des consensus, au plan économique, pour faire face aux asymétries qui existent entre les pays. Des personnalités de toute la région ont participé à cette rencontre, parmi lesquelles le nouveau ministre de l'Intérieur du Paraguay, Rafael Filizzola, le candidat à l'élection présidentielle en Uruguay, Danilo Astori, César Navarro, président du groupe socialiste au Parlement de la Bolivie. Susana Delbó représentait la Fondation.

International

■ Interventions régionales

GÉORGIE

- **20-21 décembre** : Conférence avec le Centre d'études sociales de Tbilissi

Les 20 et 21 décembre 2008 s'est tenue à Tbilissi une conférence organisée conjointement par le Centre d'Etudes sociales de Tbilissi, la Fondation Friedrich Ebert et la Fondation Jean-Jaurès, partenaire régulier du CES depuis plusieurs ans, intitulée « Entre guerre et démocratie : agenda pour une nouvelle vague de développement ».

Le CES avait tenu à profiter au maximum d'experts ayant répondu à son invitation en organisant la manifestation en deux séances. La première, à huis clos et plus directement opérationnelle, regroupait une trentaine de personnes représentantes de partis et d'ONG, des universitaires et des experts en sciences politiques et droit public, pour une réflexion commune sur « L'état du système politique en Géorgie » et sa comparaison avec les démocraties européennes traditionnelles.

La deuxième séance s'est présentée sous la forme ouverte d'un colloque de 150 personnes autour du thème de « Guerre et résolution de conflit ». Cette conférence a été également organisée avec le mouvement « Le choix européen pour la Géorgie », une ONG créée récemment. A cette occasion, des représentants des « personnes déplacées d'Abkhazie et de la région de Tskinali » avaient été invitées à intervenir. La discussion a tenté de répondre à des questions sur les conséquences de « l'après guerre », notamment : quelles méthodes légales peuvent être envisagées pour persuader l'Union de respecter l'intégrité territoriale et ne pas reconnaître les indépendances dues au conflit, comment restaurer le dialogue entre les parties, quelles priorités et quel rôle pour la société civile ?

FONDATIONS AFRICAINES

Rencontre entre fondations politiques

- **Abidjan, 11-12 septembre 2008**

Partenaire : Fondation Harris Mémel Fotê
Participants : Fondation Harris Mémel Fotê (Côte d'Ivoire), Fondation Kadari Bamba (Mali), Fondation Inoussa Kélissi (Niger), CPDS (Guinée Equatoriale), MLPC (RCA), PIT (Sénégal), PS (Sénégal), Gérard Fuchs, Guy Labertit et Alexandre Minet pour la Fondation.

La coopération entre fondations politiques, à la différence de celle menée avec les organisations politiques partisans, permet d'élargir les dimensions du débat et de dépasser son cadre souvent national. Ce travail intellectuel correspond également aux nouvelles orientations que s'est fixée la Fondation.

Suite à la première rencontre entre fondations politiques organisée à Luanda en 2006, ce colloque se voulait être une poursuite et un approfondissement du travail initié deux ans auparavant. La thématique traitée, « République, Etat de droit et démocratie en Afrique : bilan et perspectives », répondait à la volonté première d'entamer et établir un travail commun de réflexion. La qualité des différentes interventions (celle de Gérard Fuchs a porté sur la définition, le fonctionnement et le rôle d'une fondation politique et celle de Gérard Labertit sur une analyse politique des différentes décisions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant la Côte d'Ivoire) et des débats qui s'en sont suivis légitime notre souhait de poursuivre ce travail intellectuel et augure d'autres rencontres. De même renforce-t-elle l'intérêt de la Fondation à collaborer et participer à cette réflexion collective africaine autour de thématiques essentielles quant à l'avenir du continent.

International

■ Interventions régionales

DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME EN MÉDITERRANÉE

- 18 janvier, Paris : Journée de réflexion sur la question de l'Euro-Méditerranée

La Fondation a organisé dans ses locaux, le 18 janvier 2008, une journée de réflexion sur la question de l'Euro-Méditerranée particulièrement intense et suivie. Le Parti Socialiste Européen, lancé dans la préparation d'une grande « Rencontre des Socialistes et Progressistes de la Méditerranée », faisant suite à celle qui avait eu lieu à Toulouse, avait souhaité que la Fondation, qui lui paraissait la mieux placée en raison de ses liens au Maghreb, inscrive dans cette perspective une journée de débats très directs entre socialistes européens et progressistes du Maghreb. Cette initiative est apparue d'autant plus nécessaire qu'il s'agissait aussi d'échanger les points de vue des différents protagonistes sur le projet d'Union de la Méditerranée lancé par le Président français, et sur la mise en œuvre souvent timorée de la politique méditerranéenne de l'Union, y compris en matière de conditionnalité démocratique. Ce débat a rassemblé, et c'est assez neuf, des représentations de haut niveau des cinq pays de l'Union du Maghreb Arabe, y compris la Libye et la Mauritanie, des dirigeants politiques de l'opposition algérienne et tunisienne et celles de deux partis de la gauche marocaine, l'USFP et le PPS. Il a permis aussi d'entendre les réflexions de plusieurs parlementaires européens, et les appréciations assez fermes des camarades belges ou espagnols sur les projets français. L'intensité et le niveau des échanges ont conduit tous les participants à souhaiter que cette rencontre se renouvelle en 2009.

- 27 et 28 juin, Paris : Quatrième rencontre sur les droits de l'Homme et la démocratie en Méditerranée intitulée « Acteurs et voies du changement »

La « Quatrième rencontre sur les droits de l'Homme et la démocratie en Méditerranée », qui s'est tenue les 27 et 28 juin à l'Assemblée nationale, s'inscrit dans un cycle de rencontres de haut niveau qui ont pour objet de constituer, à partir des fondations politiques actives dans la région méditerranéenne, un réseau consacré à la problématique des droits de l'homme et de la démocratie, question d'une urgence absolue dans cette région et source de nombreuses crispations entre les deux rives. En partenariat avec la fondation espagnole Pablo Iglesias et la toute nouvelle Fondation européenne pour les études progressistes (FEPS), cette quatrième rencontre, intitulée « Acteurs et voies du changement » a réuni des acteurs des deux rives de la Méditerranée, autour d'une réflexion sur les voies de changement non-autoritaire dans les pays de la région et sur la meilleure façon, pour les progressistes européens, d'y participer. Elle a pris une signification particulière à la veille du premier sommet, prévu à Paris le 13 juillet 2008, de l'Union pour la Méditerranée-Processus de Barcelone, qui reste très discret sur les droits de l'Homme et la démocratie. Gérard Fuchs a conclu les débats par une intervention sur « L'urgence de la solidarité en matière de droits humains dans tous les projets euro-méditerranéens ».

International

■ Interventions régionales

ENERGIE EN AFRIQUE DE L'OUEST

- Colloque : La question énergétique en Afrique de l'ouest.

Partenaire : PNDS (Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme)

Niamey, Niger, 10-12 octobre 2008

Participants : Bénin, PSD ; Burkina Faso : CDP, PAI, PDP/PS ; Mali, RPM ; Niger, PNDS et représentants de la présidence, du Premier ministre, de l'Assemblée nationale et du ministère des Mines et de l'Energie ; Tchad, PLD ; représentants de la CEDEAO, experts et professionnels ; Fondation (Alexandre Minet)

L'importance géostratégique de la problématique énergétique et ses implications économiques, politiques et sociales nécessitent une approche, à tout le moins, régionale. Vouloir traiter la question à l'échelon national et dans le contexte énergétique actuel en Afrique de l'ouest ne peut satisfaire face au défi considérable à relever.

La présence de nombreux responsables politiques de différents pays de la sous-région (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad pour l'Afrique centrale), d'experts et professionnels du secteur énergétique répondait favorablement à la nécessité de « régionalisation » évoquée précédemment. La qualité des nombreuses communications ont permis d'établir un constat objectif et précis de la situation régionale. Les différentes ressources énergétiques (leur exploitation, leur développement et les difficultés inhérentes) et les potentialités afférentes ont été abordées et ce sans tabou (nucléaire civil, pétrole, solaire voltaïque, biomasse).

Le colloque aura ainsi et à sa mesure contribué à diffuser davantage de connaissances concernant la question énergétique, à rassembler différents acteurs régionaux et surtout à mobiliser les politiques autour de cet enjeu contemporain capital (objet de l'intervention d'Alexandre Minet, FJJ).

ISRAEL

- 3 avril : Colloque « Salaire minimum et Etat-Providence », à Tel Aviv

Le 3 avril 2008 s'est tenu un colloque « Salaire minimum et Etat-Providence », à l'initiative de trois fondations social-démocrates (Fondation Jean-Jaurès, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bert Katzenelson Foundation), à Tel Aviv (Israël). La Fondation Jean-Jaurès y comptait deux intervenants : Jean-Michel Rosenfeld, conseiller du Président de la Fondation, et Gérard Bapt, député de la Haute-Garonne. La contribution de ce dernier a porté sur les perspectives que l'instauration d'un salaire minimum, au niveau européen, pourrait offrir pour le « modèle social européen » et pour l'Etat-Providence. Il a rappelé que sa mise en place ne comportait pas de risque pour l'emploi mais qu'il ne suffisait pas pour échapper à la pauvreté qui affecte de larges fractions des populations européennes. Selon lui, l'objectif d'un salaire minimum obtenu par convergence progressive dans l'ensemble des pays de l'Union européenne doit être en ligne avec la nécessité de l'harmonisation générale des politiques fiscales et sociales dans l'Union. Celle-ci pourrait être un levier au service d'un nouvel universalisme, basé sur des organisations continentales établissant des règles d'échanges équitables entre elles.

FEMMES DANS LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

- 29 novembre : Séminaire « Les femmes, les hommes et la paix au Proche-Orient »

Le 29 novembre 2008 s'est tenu à la Fondation Jean-Jaurès un séminaire réunissant Israéliens et Palestiniens issus du monde politique et de la

International

■ Interventions régionales

société civile sur le thème « Les femmes, les hommes et la paix au Proche-Orient ». Autour de Pierre Mauroy, président de la Fondation Jean-Jaurès, ont ainsi dialogué, de manière franche et sincère, des personnalités comme Samia Bamieh, directrice générale des relations européennes au ministère des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, Emmanuel Nahshon, diplomate israélien qui a participé à de nombreuses négociations de paix israélo-palestiniennes et qui est chargé des relations avec le Parlement européen, Naomi Chazan, ancienne députée du Meretz et juriste spécialisée dans l'égalité femmes/hommes, les droits de l'homme et la paix, Hind Khoury, déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France, Sulaiman Khatib, directeur des relations internationales de *Combattants for Peace*, Mahmoud Labadi, directeur général du Conseil palestinien pour le développement et la

reconstruction, mais également le politologue israélien Denis Charbit.

Plusieurs points de convergence sont ressortis des débats : la nécessité, soulignée de part et d'autre, d'instaurer « Deux Etats, deux peuples » ; l'inquiétude partagée quant aux résultats des élections de février en Israël, en cas de victoire du Likoud, alors que la gauche peine à faire entendre sa voix ; enfin, la volonté affichée que les femmes soient davantage représentées dans les négociations de paix.

Ce séminaire est le second du genre à la Fondation Jean-Jaurès, la première rencontre ayant eu lieu le 31 mars 2007, autour du thème « Et si les femmes avaient été plus nombreuses dans les négociations de paix au Proche-Orient ». Le 29 novembre marque la date anniversaire du 29 novembre 1947, jour de la décision à l'ONU de la création de l'Etat d'Israël.

International

■ Solidarités - Ingénierie démocratique

UKRAINE

- **26 novembre** : Séminaire sur la justice sociale et le rôle des syndicats en période de crise

Un séminaire a été organisé avec le Parti social-démocrate d'Ukraine (SDPU) à Kiev le 26 novembre 2008 en partenariat avec de nombreux syndicats invités par ce dernier. Il a été présidé et animé par son président Yuriy Busdugan, en présence du président de la Fédération des syndicats d'Ukraine et représentants de partis socialistes ou sociaux-démocrates étrangers (suédois, russe, biélorusse et kirghize notamment, des représentants syndicaux étrangers...).

La Fondation avait des contacts avec le SDPU mais n'avait que rarement travaillé avec lui, d'autant plus qu'en raison des aléas de la vie politique ukrainienne elle désirait s'intéresser aux opportunités offertes aux forces sociales du pays. L'objectif était de trouver ensemble des réponses à la crise et d'œuvrer à la mobilisation citoyenne indispensable dans un espace politique changeant : c'est pourquoi elle s'est associée à cette manifestation proposée par le SPDU pour qui, depuis la « Révolution orange » de 2004 et la séparation du pays entre les « oligarques » et les « démocrates », aucune force politique ne s'est révélée à même de représenter le monde du travail et les intérêts de la majorité de la population.

L'implication de la Fondation s'est aussi matérialisée par les interventions et participations aux débats du représentant de la Fondation, Etienne Colin, avocat spécialisé dans le droit du travail, ainsi qu'aux différentes tables rondes : une sur « le rôle des syndicats en période de révolution managériale », une sur « les mécanismes de régulation sociale de la crise » et une sur « les stratégies sociales de sortie de crise ».

MOLDAVIE

La Fondation soutient le développement du Parti démocrate moldave (PDM), parti d'opposition membre de l'IS, pro-européen et progressiste, au travers de stages de formation ou de séminaires de travail. L'année 2008 a vu une évolution du paysage politique grâce à l'élargissement de l'influence du PDM et la consolidation de son identité.

- **Le 10 février 2008** s'est tenu le congrès de l'union entre le PDM et le Parti Social Libéral. La Fondation a été personnellement invitée à intervenir à cette occasion et s'est investie dans son soutien à la constitution d'une assemblée nationale des élus. Elle a donc pris part au séminaire de travail des 5 et 6 juin 2008, point d'orgue de cette démarche.

Intervenante au congrès pour la Fondation : Anne-Catherine Franck.

Intervenant au séminaire : Didier Chouat, sur la nécessité d'organisations d'élus au niveau central et régional pour la gestion des municipalités et le dialogue avec les forces sociales.

Dans la même perspective, elle a conduit la prise en charge et l'accompagnement d'un député moldave dans le cadre de la formation annuelle des « jeunes leaders » de l'Institut Aspen à Paris (Igor Klipij).

Afin de consolider cette coopération fructueuse, elle a organisé le séjour et des réunions de travail à Paris du 19 au 21 mai 2008 pour une délégation de la direction et d'élus du PDM (rencontre avec Pierre Mauroy, réunions à la Fondation avec Gérard Fuchs, Anne-Catherine Franck et Maurice Braud).

- **22-23 novembre** : Préparation aux élections législatives des secrétaires et présidents régionaux du PDM à Chisinau

La fin du programme 2008 a consisté dans l'organisation d'un stage de préparation électorale pour les élections nationales d'avril 2009, objectif politique majeur pour le PDM.

International

■ Solidarités - Ingénierie démocratique

Pour préparer ces futures élections, celui-ci a privilégié tôt en amont la formation et la mobilisation de ses instances régionales, les « raions », et a sollicité la Fondation pour organiser et animer ce stage afin d'assurer une continuité politique et méthodologique dans la formation de ses cadres.

Cette coopération s'est pour la première fois déroulée avec le concours de la « Fondation pour le développement de la démocratie et le parlementarisme », créée récemment par le PDM. La direction de celui-ci, représentée notamment par son président Dimitiu Diacov et son vice-président Oleg Serebrian, s'est fortement impliquée tout le long des deux jours de stage. Alain Castel et Anne-Catherine Franck représentaient la Fondation.

SERBIE

Depuis plusieurs années la Fondation soutient le regroupement de mouvements de jeunes de gauche serbes, durement secoués par les difficultés ou les affaiblissements de leurs partis. Il convenait de contribuer à la pérennité de cette initiative collective et au succès de leur volonté démocratique commune.

Depuis, leurs capacités d'action se sont élargies à des coopérations avec des mouvements de gauche d'autres pays proches, alors même qu'il peut exister entre ceux-ci de grandes difficultés de voisinage.

- **Du 11 au 18 juillet 2008** : Soutien à la 3^e « semaine de la démocratie » pour les jeunes du SD9, rassemblement regroupant des jeunes de partis politiques progressistes serbes.

Organisation, à cette occasion, de rencontres de jeunes responsables politiques, syndicaux et associatifs de plusieurs pays des Balkans autour d'ateliers de formation, de réflexion et d'élaboration de plateformes thématiques communes.

- **29/30/31 octobre** : séminaire de travail avec les jeunes du SDU sur « L'Union européenne et les Balkans », ainsi que sur la « mobilisation des jeunes pour une société serbe plus démocratique ». Intervenant pour la Fondation : Rémi Bazillier.

BULGARIE

Programme annuel de « professionnalisation » et de formation politique des jeunes élus locaux et cadres du Parti socialiste bulgare

Tout en prenant en compte l'objectif raisonnable de réduire les interventions directes de formation et de solidarité dans les pays devenus membres de l'Union européenne, la Fondation a maintenu avec l'un de ses deux partenaires des années précédentes, la Fondation Solidarité, un programme de formation approfondie des cadres régionaux et notamment des jeunes du Parti socialiste bulgare. Ce projet à long terme a créé entre les deux partis une connaissance et une confiance mutuelle très utiles en Europe. Le programme soutenu par la Fondation a comporté un cycle de formation échelonné tout au long de l'année. Il s'est terminé les 10 et 12 octobre 2008, avec une session de formation qui s'inscrivait dans la mise en place d'une réflexion sur l'actualisation du programme du Parti socialiste bulgare, qui date de 1995. Laurent Miermont, adjoint au maire du 13^{ème} arrondissement de Paris, s'est exprimé d'abord sur l'histoire récente du socialisme français et des débats qui ont traversé le PS français de 1981 à nos jours, mettant en évidence les contraintes économiques, sociales et politiques dans lesquelles s'est déroulée notre action, particulièrement sous Mitterrand puis Jospin ; il a ensuite replacé son action municipale en tant qu'adjoint à la sécurité dans une description plus large des problèmes économiques, sociaux et sociétaux des villes françaises.

International

■ Solidarités - Ingénierie démocratique

ROUMANIE

La Fondation Ovidiu Sincai est une excellente fondation progressiste aux activités de réflexion et de formation très diversifiées. La collaboration avec elle est fructueuse et la Fondation varie ses interventions selon les besoins qu'elle exprime. En 2008, elle est directement liée aux échéances électorales très importantes de la fin de l'année.

- **Du 3 au 5 octobre** : organisation et animation d'un stage de préparation électorale pour les responsables et candidates femmes du PSD, en vue des élections législatives du 30 novembre 2008. Les responsables Rovana Plumb, députée européenne, Maria Lazar, secrétaire générale, Ecaterina Andronescu, députée, ex-ministre de l'Éducation, sont intervenues tout le long du séminaire, ainsi qu'Anne Juganaru, directrice de la Fondation Ovidiu Sincai. Anne-Catherine Franck est intervenue sur le rôle et la stratégie du secteur femmes dans la campagne électorale au niveau national et local, ainsi que la préparation des candidates.

CAMEROUN

En vue de renforcer, structurellement et idéologiquement, les jeunes cadres et militants du SDF, ce séminaire de formation a permis de présenter et d'échanger autour de l'exemple du MJS ainsi que de s'interroger sur la pertinence du concept de social-démocratie aujourd'hui.

- **Bamenda, 15-16 février 2008**

Séminaire : La social-démocratie aujourd'hui / Organisation de jeunesse.

Partenaire : SDF (*Social Democratic Front*)

Participants : SDF, MJS (Benoît Curinier, Secrétaire international), Fondation (Alexandre Minet).

C'est en vue de poursuivre leur partenariat et de renouveler le soutien de la Fondation au SDF dans son difficile combat démocratique que les deux organisations ont coorganisé les 15 et 16 février derniers un séminaire sur la pensée social-démocrate aujourd'hui et les organisations de jeunes, à Bamenda, « fief » de John Fru Ndi et du SDF dont il est le leader. Les deux thématiques du séminaire, l'organisation d'une structure de jeunes (sa structure, son rapport au parti, son rôle politique, ses moyens d'action) et le concept de social-démocratie (approche historique, idéologique, sa pertinence) ont été déclinées à travers plusieurs contributions. L'intervention de Benoît Curinier a porté sur l'organisation du MJS et celle d'Alexandre Minet sur la social-démocratie aujourd'hui.

Le contexte politique camerounais (très forte corruption, Etat de droit bafoué, gabegies gouvernementales) suscite chez les responsables et militants du SDF une volonté forte de se doter de moyens organisationnels et intellectuels solides et efficaces afin de mieux combattre, légalement et démocratiquement, un régime autoritaire caractérisé et de pouvoir proposer aux Camerounais une voie alternative crédible.

LIBAN

La Fondation s'est engagée depuis plusieurs années dans une action politique, éducative et de solidarité avec les organisations de jeunes du camp palestinien de Bourj el Chamali, situé près de Tyr au Liban Sud. Il s'agit en offrant une ouverture sur le monde à des jeunes, qui vivent dans des conditions quotidiennes extrêmement difficiles, de leur donner confiance dans des valeurs universelles, et de s'opposer ainsi à la tentation du repli et du désespoir violent. Ces jeunes ont monté un groupe culturel, Guirab, qui participe depuis

International

■ Solidarités - Ingénierie démocratique

plusieurs années à des manifestations en Bretagne, comme le Festival interceltique de Lorient. Cette action de solidarité est menée avec l'association Taddamoun wa Tadmia, notre partenaire au Liban, ainsi que la région Bretagne et la Ligue de l'Enseignement du Morbihan. Cette année, onze jeunes du camp sont venus du 17 au 30 juillet présenter une exposition photographique, conçue par eux, à Lanester (Morbihan) et participer à diverses rencontres autour de ce projet.

AFGHANISTAN

- **27 novembre** : Séminaire de réflexion sur l'Afghanistan

Fort de ses liens avec des personnalités politiques progressistes afghanes, la Fondation Jean-Jaurès a souhaité contribuer au débat politique dans lequel, depuis deux ans, l'Afghanistan occupe une place croissante. Elle a ainsi organisé, le 27 novembre 2008 au siège de la Fondation, un séminaire de réflexion autour de personnalités politiques afghanes représentatives de la diversité de leur pays et regroupant des élus et des experts.

A partir des témoignages et des analyses de quatre députés afghans (Fawzia Koofi, ancienne vice-présidente du Parlement, Saïd Ishaq Gailani, Abbas Noyan, Feizullah Zaki), du président du Parti du congrès national afghan (Latif Pedram) et d'un membre de la société civile (Naïm Nazari, *Civil society and human rights network*), les débats ont porté sur deux thèmes :

- « l'Etat et la société en Afghanistan, bilan des changements et évolutions en cours », sous la présidence d'Alain Richard, ancien ministre, vice-

président du Parti socialiste européen, maire de Saint-Ouen-l'Aumône

- « les perspectives internationales : à la recherche d'une nouvelle stratégie pour la région ? », sous la présidence de Gérard Fuchs.

Les six invités afghans ont pu dialoguer avec des politiques français, comme Jean Glavany, député, membre de la commission des Affaires étrangères, ancien ministre et chargé d'un rapport sur la situation en Afghanistan, ainsi que des diplomates, des chercheurs (notamment Denis Bauchard, conseiller à l'IFRI, ancien président de l'IMA, Jean-Claude Cousseran, diplomate, secrétaire général de l'Académie diplomatique internationale, Alain Joxe, directeur d'études à l'EHESS, Pierre Lafrance, ancien ambassadeur, François Nicoulaud, diplomate) et des membres d'ONG (comme Stephen Cornish, conseiller politique à Care Canada).

TCHAD

- **Avril** : Réalisation de documents politiques, N'Djamena

Suite à l'arrestation par des éléments de la garde présidentielle tchadienne en février 2008 d'Ibni Oumar Mahamat Saleh, secrétaire général du Parti pour les libertés et le développement (PLD) et principal responsable de l'opposition démocratique au régime du Président Idriss Déby Itno, la Fondation Jean-Jaurès a financièrement contribué à la réalisation d'affiches et de vignettes réclamant sa libération. Réalisées et diffusées à N'Djamena, ces différents supports visaient à sensibiliser l'opinion publique tchadienne sur la disparition de ce leader.

International

■ Solidarités - Ingénierie démocratique

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

- **12 et 13 décembre** : Séminaire de formation « La démocratie, du concept à la réalité politique et institutionnelle » à Bangui

La situation de la République Centrafricaine n'a que peu retenu l'attention des observateurs ces dernières années, si ce n'est en relation avec la question du Darfour. C'est pourtant une longue descente aux enfers dans laquelle s'est enfoncé le pays depuis le coup d'Etat militaire du général Bozizé en 2003. Les pressions financières et politiques exercées par la communauté internationale (ONU, Union africaine, UE) ont contraint le président Bozizé à accepter l'organisation d'un « Dialogue politique inclusif » rassemblant, outre les représentants des autorités, les responsables de trois des principaux mouvements politico-militaires, l'ensemble de la société civile et des partis de l'opposition démocratique dont le Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC, membre de l'IS) présidé par Martin Ziguélé, ancien Premier ministre et partenaire de la Fondation.

Dans ce contexte, le séminaire de formation de cadres organisé à Bangui du 11 au 14 décembre 2008 par la Fondation Jean-Jaurès au profit du MLPC prenait une dimension nouvelle. Certes, la Fondation actait par cette action de soutien, à laquelle ont participé plus de quatre-vingt responsables du parti venus, malgré les difficultés, de toutes les préfectures du pays, l'entrée récente du MLPC au sein de l'Internationale Socialiste. Mais elle signifiait aussi à l'ensemble des citoyens centrafricains l'engagement de la Fondation en faveur d'un processus démocratique devant déboucher sur des élections libres et au résultat enfin incontestable. Gérard Fuchs et Alexandre Minet représentaient la Fondation.

IRAK (KURDISTAN)

La Fondation a été sollicitée par l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), parti de M. Talabani, président de la République d'Irak, pour contribuer à la formation des cadres de son Parti. Dans un pays encore en guerre, dans une région qui a payé un lourd tribut à la conquête de son autonomie, la transition des mouvements d'indépendance vers la constitution de partis politiques démocratiques n'est pas aisée. C'est à quoi s'est pourtant engagée l'UPK en organisant ces sessions de formation, animées par la Fondation, qui ont rassemblé plus de 400 cadres politiques de tous niveaux. De ces premiers échanges, il a été convenu qu'un programme pluriannuel de formation serait organisé sur place mais aussi par l'accueil en France de stagiaires.

BIÉLORUSSIE

Fonds pour la Biélorussie

Depuis plusieurs années, à l'initiative du « Forum européen pour la démocratie », les fondations social-démocrates abondent le « fonds de solidarité » destiné à aider les opposants dans ce pays, notamment pour leur permettre des rencontres ou des formations à l'étranger, car les interventions directes se sont avérées de plus en plus difficiles à mettre en œuvre. La Fondation a suivi la même voie en abandonnant ses actions sur place au profit d'une aide matérielle qui demeure précieuse dans un tel contexte.

International

■ Union européenne

La Fondation est partie prenante de différents réseaux européens de fondations politiques, ce qui permet échanges et coordination avec ces dernières.

ENSoF / ENoP

En 2008, la Fondation a contribué aux activités de deux réseaux européens de fondations politiques auxquels elle appartient : l'un politique, l'ENSoF, qui regroupe seize fondations politiques social-démocrates, et l'autre technique, l'ENoP, qui rassemble une cinquantaine de fondations toutes sensibilités politiques confondues.

L'ENSoF, acronyme anglais du réseau européen des fondations social-démocrates, a été créé fin 2006 afin de formaliser et de renforcer la coopération entre les fondations socialistes et social-démocrates de l'Union européenne, avec pour objectif de comparer les expériences et coorganiser des actions internationales, et de lancer une réflexion collective sur des thèmes choisis d'un commun accord. La réflexion s'est faite en 2008 autour du manifeste du PSE, puisque celui-ci a décidé, en vue des élections européennes de 2009, d'ouvrir une large consultation pour alimenter son programme. Sur les quatre thèmes proposés par le PSE (« L'Europe sociale », « Démocratie et diversité européenne », « L'Europe dans le monde » et « Sauvons notre planète », texte dont la réalisation a été pilotée par la Fondation), les fondations réunies au sein de l'ENSoF ont produit, au terme de dix mois de travail avec des réunions dans cinq pays, des contributions, issues d'échanges nourris et de réflexions communes. Elles ont été présentées au public le

29 mai 2008 à Bruxelles et rendues au PSE le 4 juillet à Vienne, en Autriche. L'accueil que ces contributions ont reçu montre que le réseau européen des fondations a bien joué le rôle qui peut et doit être le sien : nourrir en toute liberté de pensée les positions et propositions du parti européen.

• Réunions de l'ENSoF : 18/19 janvier (Autriche) ; 14 avril (Grèce) ; 25 avril (Paris) ; 29/30 mai (Bruxelles) ; 4 juillet (Autriche) ; 17 septembre (Bruxelles) ; 12 novembre (Bruxelles).

Le réseau ENoP, (*European Network of Political foundations*) dont Gérard Fuchs est depuis fin 2007 le coordinateur adjoint, s'est davantage formalisé en 2008. Il dispose maintenant d'une coordinatrice, d'un site web, d'une personnalité juridique qui lui permet d'être doté d'un compte bancaire. Il a œuvré pour la reconnaissance des fondations politiques comme « organisations de la société civile », ce qui leur permet de solliciter des fonds européens. Le réseau a d'ailleurs, à ce titre, fait une demande de subvention auprès de la Commission européenne pour soutenir les activités de ses membres. L'ENoP se met également en contact avec d'autres réseaux européens d'organisations de la société civile, notamment les ONG. Gérard Fuchs a ainsi participé à la Conférence sur les acteurs de la société civile et le développement (République tchèque, 15 mai), afin de poser les bases d'un rapprochement et d'un travail en commun utile entre les fondations et les ONG.

• Réunions de l'ENoP : 16 janvier ; 27 février ; 4 mars ; 16 avril ; 18 juin ; 18 septembre ; 13 novembre : conférence inaugurale et assemblée générale.

International

■ Union européenne

Autres activités européennes

- **La FEPS** : L'année 2008 a vu la naissance officielle de la Fondation européenne pour les études progressistes (FEPS), liée au Parti socialiste européen. La Fondation Jean-Jaurès en est devenue membre le 25 juin 2008, lors de sa première assemblée générale. Son vice-président, Henri Nallet, a été désigné vice-président de la FEPS et président de son Conseil scientifique. La FEPS a déjà, en 2008, participé aux activités de la Fondation Jean-Jaurès (4^{ème} Rencontre sur les droits de l'Homme et la démocratie en Méditerranée des 27 et 28 juin).
- **4 juin 2008** : Michèle Kahn a représenté la Fondation à une réunion du Forum européen pour la Démocratie, sur le thème de la Biélorussie.
- **16 juin 2008** : Accueil à la Fondation de Jesús Caldera, directeur du secteur « Idées et projets » du PSOE, par Henri Nallet et Gilles Finchelstein.

José Luis Zapatero, chef du gouvernement espagnol et leader PSOE, a engagé un processus de fusion de quatre fondations (Pablo Iglesias, Españoles en el Mundo, Progreso Global et Sistemas) et a désigné Jesús Caldera, membre du Bureau exécutif du PSOE et ancien ministre des Affaires sociales, pour le mener à bien. Ce dernier a décidé de rencontrer plusieurs fondations et think tanks européens pour une première prise de contact. Avec la Fondation, ce sont principalement les questions de la structure, de l'organisation et du financement de la Fondation, ainsi que les liens avec le Parti socialiste français et avec les think tanks français et européens. La future « macro-fondation » espagnole a l'ambition de devenir le lieu de rénovation de la pensée progressiste en Espagne. Elle escompte un budget de 25 millions d'euros.

International

■ Projets « communs » inter-secteurs

Colloque « Démocratie »

- **13 et 14 novembre** : Colloque « La démocratie dans le monde : après les avancées, le recul ? »

La décennie 1995-2005 a été, pour l'extension de la démocratie sur notre planète, une période faste et heureuse : effondrement des dictatures dans l'ex-espace soviétique, chute des régimes africains de parti unique, retour à la démocratie en Amérique latine. En contrepoint, la période plus récente apparaît marquée par une stagnation, sinon dans les deux années écoulées par un véritable recul de l'espérance démocratique. La Fondation Jean-Jaurès a souhaité dresser un bilan des avancées et des reculs de la démocratie dans le monde, mais également redéfinir ce qu'est une réalité démocratique, qui ne saurait se borner à la tenue d'élections, et poser la question des conditions de la démocratie dans des sociétés multiculturelles.

Les 13 et 14 novembre, à la veille du Congrès du Parti socialiste, à l'Hôtel de ville de Reims, la

Fondation Jean-Jaurès a ainsi organisé un colloque international sur « La démocratie dans le monde : après les avancées, le recul ? ». Trois tables rondes (« L'état des lieux, reculs, inquiétudes, stagnations »; « Les visions de la démocratie »; « La démocratie dans les sociétés multi-culturelles ») ont réuni des responsables politiques et des intellectuels français et étrangers, pour comprendre les contrastes et les récentes évolutions de la situation de la démocratie dans le monde.

Ouvert par Henri Nallet, introduit par Gérard Fuchs, ce colloque a notamment donné la parole à Mahamadou Issoufou, président du PNDS nigérien, Ousmane Tanor Dieng, premier secrétaire du Parti socialiste sénégalais, Mustapha Ben Jaafar, président du Forum démocratique tunisien pour le Travail et les Libertés, Salima Ghezali, journaliste et écrivain algérienne, D.K. Giri, directeur de la Schumacher Society indienne, John Mason, professeur de science politique aux Etats-Unis. Adeline Hazan, maire de Reims, et Pierre Mauroy ont conclu ce colloque.

International

■ Relations extérieures

Mission à Panama : VIII^e congrès du Parti révolutionnaire démocratique

Le 9 mars 2008, le Parti révolutionnaire démocratique du Panama, actuellement au pouvoir, a réuni son huitième Congrès, devant près de 4000 personnes. Force politique la plus importante du pays, membre de l'Internationale socialiste, le parti a élu son nouveau Comité exécutif national, qui aura la responsabilité de conduire le parti pour les prochaines élections présidentielles de 2009. Martin Torrijos, Président de la République, a été réélu secrétaire général. Suite à ce Congrès, deux personnalités se dégagent pour la course aux présidentielles de 2009 : l'actuelle présidente du PRD et très populaire ministre du logement, Balbina Herrera, et le maire de la ville de Panama, Juan Carlos Navarro, proche de Torrijos. Les primaires du PRD auront lieu en août prochain. Susana Delbó représentait la Fondation Jean-Jaurès à ce Congrès.

Exposition « Centenaire de la naissance d'Allende » : 12-26 novembre

L'année 2008 marque le centenaire de la naissance de Salvador Allende. Pierre Mauroy, président de la Fondation Jean-Jaurès, a souhaité célébrer cet anniversaire en accueillant au siège de la Fondation une exposition d'artistes chiliens qui rendent hommage à l'ancien Président chilien. Les œuvres exposées racontent toutes le même attachement à Salvador Allende, homme d'Etat d'exception et défenseur de la démocratie, qui a payé de sa vie son combat pour ses idées. Le vernissage a eu lieu le 12 novembre au siège de la Fondation, en présence notamment de Pierre Mauroy, de S.E. l'Ambassadeur du Chili Mme Pilar Armanet, de Pepe Auth, secrétaire général du Parti pour la démocratie chilien, et de Ricardo Lagos Weber, ancien ministre chilien.

Etudes et Recherches

■ Publications

LES NOTES



**Une économie cohésive.
Pour sauver l'Europe sociale**
Par Corinne Bord, Pierre Larrouy et
Jean Le Garrec
Sortie le 12 décembre

La crise actuelle montre combien la mondialisation et sa volonté uniformisatrice génèrent des effets désastreux. Il ne faut pas penser de réponse complète à la globalisation. La tyrannie que la globalisation exerce par l'exigence de taux de rentabilité spéculatifs et par un caractère virtuel qui rompt avec toute référence économique et sociale ravive les débats sur l'usure. Après avoir concerné l'asservissement possible des individus, l'usure renaît sous la forme injurieuse du mépris de l'intérêt général. Si beaucoup prônent aujourd'hui la régulation du capitalisme financier, ils ne pourront éviter d'affronter cette question du retour d'une nouvelle forme d'usure pesant sur le financement de l'économie.



Rallumer tous les soleils
Par Gilles Candar
Sortie le 8 décembre

Lors du récent congrès socialiste de Reims, Ségolène Royal a achevé son discours en disant : « Nous sommes le socialisme, levons-nous, vertu et courage, car nous rallumerons tous les soleils, toutes les étoiles du ciel, nous sommes les socialistes, il reste tant à faire, alors faisons-le, nous sommes les socialistes, tous ensemble ». Cette conclusion a été accueillie par des mouvements divers. Par la suite, il a été dit que les congressistes avaient sifflé Jaurès, auteur de la citation reprise par la dirigeante socialiste...



Nicolas Sarkozy, les socialistes et la Méditerranée
Par Alain Chenal
Sortie le 5 décembre

L'idée méditerranéenne est pour ainsi dire inscrite dans les gènes du Parti socialiste. Ce parti est né du rejet des errements de la SFIO, d'Alger à Suez. De Michel Rocard à Lionel Jospin, les premières générations de ses dirigeants ont été profondément marquées par la guerre d'Algérie. Le PS s'est senti concerné – parfois divisé – par le conflit israélo-palestinien. Il a mis en pratique une solidarité active avec les réfugiés politiques des dictatures, qui dominaient encore au sud de l'Europe jusqu'au milieu des années 70, au Portugal, en Espagne et en Grèce. Et la fin de cette décennie voit de grands partis de gauche amis marcher vers la victoire en Europe du Sud. François Mitterrand mentionne la Méditerranée dans ses 110 propositions de 1981 et confie à un Jack Lang tout acquis à cette idée le soin d'organiser en septembre 19803 une réflexion qui se termine par une spectaculaire réunion publique au parc du Pharo à Marseille, face à cette côte méditerranéenne à laquelle Haroun Tazieff annonce, avec un sens politique discutable, de prochains désastres sismiques. En fait, c'est surtout de dérive politique des continents qu'il va s'agir dans les années Mitterrand...



**Aller aux origines de la crise...
pour refonder**
Par Bernard Soulage
Sortie le 20 novembre

Il est fréquent d'entendre dire que la crise financière et économique que nous connaissons aujourd'hui était prévisible car elle était inscrite dans les évolutions profondes du système capitaliste telles

Etudes et Recherches

■ Publications

qu'elles se sont déroulées au cours des décennies précédentes. Une telle affirmation peut paraître à beaucoup comme étant outreucidante et pourtant elle est à bien des égards vraie...



***Autriche : que s'est-il passé ?
Comprendre la poussée de
l'extrême-droite***
Par **Jérôme Fourquet**
Sortie le 16 octobre

Le 28 septembre dernier, l'Autriche a été le théâtre d'un séisme politique sans précédent, et dont les répliques risquent de se faire ressentir encore pendant de longs mois. Avec respectivement 29,7 % (-5,6 points par rapport à 2006) et 25,6% (-8,7 points par rapport à 2006), le parti social-démocrate (SPÖ) et les conservateurs de l'ÖVP obtiennent tous deux leur moins bon résultat depuis la Seconde Guerre mondiale et même... depuis 1918, date de la création de la République autrichienne.



L'opinion américaine à J-30
Par **Frédéric Micheau**
Sortie le 6 octobre

Pour les Français, le choix entre les deux prétendants à la Maison Blanche est aisé : ils accorderaient en très grande majorité leurs votes à Barack Obama (entre 75 % et 80 % selon les enquêtes), perpétuant ainsi le tropisme pro-Démocrates des Européens. Pourtant...



***L'économie géorgienne.
Menaces au présent, poids du passé,
incertitudes pour l'avenir***
Par **Eveline Baumann**
Sortie le 3 octobre

Lundi 8 septembre 2008 : un mois après le début des hostilités avec leur puissant voisin du nord, les Géorgiens retiennent leur souffle. Des émissaires de l'Union européenne se rendent à Moscou, réunis autour de Nicolas Sarkozy, président en exercice. Objet de cette mission : rencontrer les autorités russes et négocier le retrait de leurs troupes du territoire géorgien. Les membres de l'UE ont voté unanimement le soutien à ce petit pays de 4,5 millions d'habitants situé aux portes de l'Union. Une unanimité qui n'était pas acquise d'avance, tant les trajectoires des Vingt-sept sont diverses, tant leurs expériences respectives et leurs intérêts immédiats les font pencher tantôt vers la prudence, tantôt vers l'esprit de revanche envers Moscou.



***Le bipartisme confirmé.
Regard sur les cantonales
partielles de 2007-2008***
Par **Jean-Jacques Urvoas**
Sortie le 30 septembre

Depuis l'élection le 6 mai 2007 de Nicolas Sarkozy à la Présidence de la République, cinquante-cinq élections cantonales partielles ont été organisées. Plus de 664 000 électeurs inscrits répartis dans trente-neuf départements étant concernés, il est possible d'en faire un bilan...

Etudes et Recherches

■ Publications



Carte militaire. Les enjeux électoraux de la réforme de la carte militaire

Par Jérôme Fourquet
Sortie le 30 juillet

La réorganisation de la carte militaire a beaucoup fait parler d'elle et, sous la pression des élus locaux concernés et de leur population, l'annonce des fermetures de bases et de garnisons a été plusieurs fois reportée. Signe de la nature particulière de ce dossier, c'est le Premier ministre et non pas le ministre de la Défense qui a annoncé la liste des sites concernés.



Réforme de la Constitution (II). Les prochaines étapes

Par Jean-Jacques Urvoas
Sortie le 24 juillet

Faut-il commencer par revenir sur le vote du 21 juillet ? Sans doute, car la réalité est un tout petit plus complexe que celle que les médias, toujours pressés, ont bien voulu diffuser.



Réforme de la Constitution. Un compromis entre la droite et la gauche

Par Jean-Jacques Urvoas
Sortie le 18 juillet

L'Assemblée nationale a mené au pas de charge sa seconde lecture du projet de loi constitutionnelle. Si la première lecture s'était étalée sur une cinquantaine d'heures et huit jours, les débats, la semaine passée, n'ont pas duré plus de quatorze heures sur deux jours.



Une menace bien réelle. Evolution de la popularité et de l'implantation d'Olivier Besancenot

Par Jérôme Fourquet

Sortie le 17 juillet

« Percée électorale », « construit médiatique » ou « phénomène médiatique », les observateurs et acteurs de la vie politique s'interrogent beaucoup sur le cas d'Olivier Besancenot et l'écho qu'il rencontre dans le pays. L'objet de cette analyse, basée sur l'observation des enquêtes d'opinion et des résultats électoraux, est de mettre à jour les logiques d'opinion à l'œuvre dans ce phénomène politique.



L'Union méditerranéenne. Une belle idée à ne pas gâcher

Par Elisabeth Guigou

Sortie le 6 juillet

Les pays riverains de la Méditerranée partagent une histoire commune faite d'intenses échanges, économiques et culturels, de migrations de populations, pacifiques ou de conquête, de guerres et de paix alternées, de tolérance et d'intolérance. Le paysage méditerranéen en témoigne : « voyager en Méditerranée c'est trouver le monde romain au Liban, la préhistoire en Sardaigne, les villes grecques en Sicile, la présence arabe en Espagne, l'Islam turc en Yougoslavie. C'est plonger au plus profond des siècles... ».

Etudes et Recherches

■ Publications

LES ESSAIS



Novembre 1918. Le socialisme à la croisée des chemins
Par Romain Ducoulombier
Sortie le 24 novembre

1918 : la France sort victorieuse de la Première Guerre mondiale. Mais ce conflit meurtrier n'a rien laissé intact. Le Parti socialiste, rallié en 1914 à la défense nationale, se trouve confronté quatre ans plus tard à une crise profonde de son identité ébranlée par le choc d'une guerre brutale.

C'est l'histoire de cette crise que Romain Ducoulombier nous raconte ici. Elle aboutit à l'éclatement du socialisme et à la naissance du communisme en France : une rupture traumatique, dont nous sommes encore les héritiers.



La crise financière. Quelle analyse, quelles propositions ?
Par Didier Migaud
Sortie le 12 novembre

La crise financière a trop longtemps été sous-estimée. Pourtant, dès l'été 2007, les mécanismes en étaient identifiés, ce qui a conduit Didier Migaud à souhaiter que la Commission des finances de l'Assemblée nationale, qu'il préside, se penche sur le système financier et sa régulation.

Mais cette crise, essentiellement due à un excès de libéralisation et à un manque de régulation, révèle également la faillite d'un modèle de développement fondé sur la stagnation des salaires et l'endettement des ménages.

Restaurer la confiance, base du crédit, prendra du temps et ne pourra se faire qu'en imposant une régulation à l'ensemble des acteurs, y compris les plus récalcitrants.



Die Linke. La nouvelle gauche radicale allemande : un défi pour la social-démocratie ?
Par Jacques-Pierre Gougeon
Sortie le 6 novembre

En Europe, la gauche peine à trouver la faveur des électeurs. En France, une offre politique à la gauche du parti socialiste se structure. Dans ce contexte, l'évolution du paysage politique allemand mérite une analyse approfondie. Jacques-Pierre Gougeon décrit l'émergence de cette nouvelle force politique – Die Linke – qui concurrence le parti social-démocrate. Il explique les débats qui traversent le SPD sur les alliances de demain. Il montre que, pour ne pas avoir suffisamment tôt proposé une analyse de la mondialisation qui reconnaisse ses bienfaits mais cherche aussi à contenir ses dérives, le SPD a permis à un discours radical de prospérer.



Pauvres parmi les pauvres ? Des femmes
Par Janine Mossuz-Lavau
Sortie le 14 octobre

Selon Janine Mossuz-Lavau, la pauvreté n'est pas neutre. Elle frappe d'abord la population féminine. Cet essai a pour objet de définir la pauvreté et le poids du genre par l'analyse des chiffres, avant de restituer ensuite, ce qui est moins connu, le vécu des femmes touchées par la pauvreté...



Obama vs McCain. Le risque de la continuité
Par François Vautrot
Sortie le 6 octobre

L'« Obamania » parcourt la planète. L'élection présidentielle américaine est, pour beaucoup, la promesse d'un changement, notamment de la

Etudes et Recherches

■ Publications

politique étrangère. François Vautrot, pseudonyme d'un conseiller politique dans une organisation internationale, défend la thèse que c'est le risque de continuité qui domine, si l'on analyse tous les grands défis à relever – Chine, Russie, Afghanistan, Proche-Orient, climat, pays émergents et même Irak. Un essai stimulant, une thèse qui tranche avec l'air du temps.



Jaurès et les patrons.
Le faux et le vrai
Par Gilles Candar
Sortie le 18 septembre

Histoire et rumeur... Au départ, un article de Jean Jaurès dans *La Dépêche* (de Toulouse), « Les misères du patronat », paru dans le numéro daté du mercredi 28 mai 1890. Depuis quelques décennies, tout ou partie de l'article est cité, tronqué, déformé, transformé par des publications socio-professionnelles ou politiques pour lui faire dire... n'importe quoi. Gilles Candar analyse l'histoire de cette manipulation et, surtout, décrypte le texte original de Jaurès. On voit alors un futur leader socialiste critique, à la fois sur l'état de la société française de l'époque et sur le programme des républicains.



Le monde en face. Contribution au
Livre blanc sur la politique étrangère
Par Henri Nallet, avec la collaboration
de Clément Abélamine
Sortie le 9 septembre

Un « Livre blanc sur la politique étrangère » a été débattu pendant plusieurs mois. Il a été remis mi-juillet. La Fondation Jean-Jaurès a été invitée à participer à ce débat et à exprimer ce que devraient être, pour elle, les grands déterminants de notre action extérieure.

Henri Nallet a choisi de regarder le monde en face : un monde instable, fragmenté, imprévisible ; un monde où aucune situation n'est plus acquise ; un monde qui impose de redéfinir ce que la France peut et doit défendre, préserver, porter si elle veut peser dans le XXI^e siècle.



La réforme constitutionnelle.
De nouveaux droits pour
l'opposition ?
Par Jean-Jacques Urvoas
Sortie le 14 mai

A l'heure où le Parlement discute du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République, Jean-Jacques Urvoas, député du Finistère et maître de conférences en droit public, revient sur un des aspects de ce débat : les droits et les devoirs de l'opposition dans une démocratie apaisée.

L'auteur, dans cette note, démontre combien notre régime a besoin d'une opposition puissante, car c'est bien son existence et son action qui donnent tout son sens à l'institution parlementaire. Voici des clefs pour comprendre le débat législatif qui s'ouvre...



La gauche dans une nouvelle
Amérique latine
Par Carlos Ominami
Sortie le 31 mars

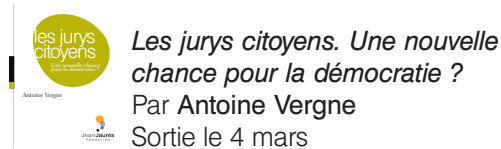
Sur le continent latino-américain, les changements électoraux de ces dernières années ont fait émerger ou revenir au pouvoir la gauche démocratique. Un tournant que Carlos Ominami analyse, décryptant l'hétérogénéité de ces gauches de gouvernement.

Carlos Ominami est vice-président du Sénat chilien depuis 2007 et président honoraire de la Fondation

Etudes et Recherches

■ Publications

Chile 21. Ministre de l'Economie du gouvernement Patricio Aylwin entre 1990 et 1992, élu sénateur en 1994, il est l'auteur de plusieurs ouvrages en français et en espagnol.



Les jurys citoyens sont originaires d'Allemagne où ils existent depuis une trentaine d'années sous le nom de « Planungszelle ». On recense Outre-Rhin plus de trois cents utilisations dans les domaines les plus variés. En France, le modèle est principalement connu depuis la polémique lancée lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2007.

En quoi consistent exactement les jurys citoyens ? Quels enseignements peut-on tirer de la longue expérience allemande ?

C'est à ces questions que la présente Note se propose de répondre.